

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21961 - 81ÈME ANNÉE

Élections municipales à Saint-Denis

Julie Pontalba : « rendez-vous au meeting 31 janvier au stade de l'Est »



Dans un communiqué paru en fin d'année, la section PCR de Saint-Denis invite les Dionysiennes et Dionysiens à participer massivement au grand meeting du 31 janvier 2026 au Petit Stade de l'Est, pour un temps fort de mobilisation et de perspectives pour les années à venir. Nous en profitons pour interroger Julie Pontalba, adjointe au Maire de Saint-Denis.

Témoignages : Que retenir de ce mandat qui s'achève ?

Julie Pontalba : comme l'indique le communiqué : en 2019, la section du Parti Communiste Réunionnais de Saint-Denis a fait le choix de l'unité en s'engageant au sein de la majorité municipale conduite par Ericka Bareigts. Ce choix, débattu et parfois contesté, répondait à une exigence politique constante du PCR : placer l'intérêt de la population au-dessus des considérations partisans. Il y avait une autre raison : combattre la candidature du Président de

Région, dont les orientations politiques avaient ramené La Réunion 50 ans en arrière tout en vidant les caisses. Six années plus tard, le choix de nos camarades s'est confirmé par des avancées concrètes au service des Dionysiennes et des Dionysiens. D'où la décision de poursuivre le travail déjà commencé. J'en profite, d'ailleurs, pour remercier toutes les personnes qui nous ont accompagnés durant cette période.

Témoignages : Que dire de la mandature qui vient ?

Julie Pontalba : La France est en faillite et l'Europe a épuisé ses ressources pour soutenir la guerre contre la Russie. Il faudra s'attendre à des diminutions des dotations publiques. Les communes auront fort à faire pour parer à la dégradation du climat social c'est pourquoi nous pensons qu'il est important de garder une équipe stable. Nous pointons l'échéance 2030, avec l'élimination de la pauvreté et un axe fort

pour le développement durable.

Le communiqué invite également au meeting qu'il y aura au stade de l'Est. En effet, le premier tour aura lieu le 15 mars. Ericka Bareigts met l'accent sur un grand meeting le 31 janvier 2026. Si on retire la période des fêtes familiales, il reste tout juste 3 semaines pour mobiliser. Nous avons prévu diverses actions d'informations, au niveau des camarades, chez les sympathisants et dans la population.

Témoignages : Ne devrait-on pas imaginer des solutions nouvelles ?

Julie Pontalba : Absolument. Il faut faire appel aux solidarités entre les Réunionnais. Il y en a beaucoup qui réfléchissent dans leur cercle. Le PCR appelle à la rédaction d'un projet pour La Réunion, ouvert à tous, et qui intègre tous les aspects de la société. Il faudra bien y arriver.

La rédaction.

Guerre pour le pétrole : L'armée américaine attaque le Venezuela et enlève son président

Le Venezuela et le monde dénoncent une agression militaire américaine visant des zones civiles et militaires, qualifiée de violation du droit international et destinée, selon Caracas, à imposer un changement de régime et à s'emparer de ses ressources. Le président américain Donald Trump a déclaré samedi que les États-Unis prendraient le contrôle des immenses réserves pétrolières du Venezuela. L'opération a conduit à la capture et à la déportation du président Nicolás Maduro vers les États-Unis. Cette action suscite une large condamnation internationale, notamment de la Chine, de la Russie, de l'Iran et de plusieurs pays européens, qui appellent au respect de la souveraineté et du droit international.

Le gouvernement vénézuélien affirme dans un communiqué avoir subi une agression militaire très grave de la part des États-Unis, ciblant des zones civiles et militaires à Caracas et dans plusieurs États du pays, qualifiée de violation flagrante de la Charte des Nations unies et de menace pour la paix régionale et internationale. Selon Caracas, cette attaque viserait à s'emparer des ressources stratégiques du Venezuela et à forcer un changement de régime par la force. Le texte invoque l'histoire des résistances anti-impérialistes et affirme la détermination du peuple et des forces armées à défendre la souveraineté nationale.

Le président américain Donald Trump a déclaré samedi que les États-Unis prendraient le contrôle des immenses réserves pétrolières du Venezuela et

mobiliseraient de grandes entreprises américaines afin d'investir des milliards de dollars dans la remise en état d'une industrie pétrolière affaiblie par les sanctions américaines.

les plus importantes réserves de pétrole prouvées au monde

S'exprimant lors d'une conférence de presse à Mar-a-Lago, Donald Trump a affirmé que Washington assurerait temporairement la gestion du gouvernement vénézuélien. Il a précisé que les plus grandes compagnies pétrolières américaines seraient appelées à intervenir directement sur le terrain pour moderniser les infrastructures énergétiques du pays.

Le Venezuela détient les plus importantes réserves de pétrole prouvées au monde, estimées à environ 303 milliards de barils, soit près d'un cinquième des réserves mondiales, selon l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA). Ces ressources colossales constituent un enjeu stratégique majeur.

Ces déclarations interviennent dans un contexte géopolitique particulièrement tendu

Depuis l'arrivée d'Hugo Chávez au pouvoir à la fin des années 1990, les relations entre les États-Unis et le Venezuela se sont profondément tendues, sur fond d'opposition idéologique, de nationalisation des ressources énergétiques et de volonté affichée du Venezuela d'affirmer une politique étrangère souveraine, indépendante de l'influence américaine.

Projets de « changement de régime »

Au fil des années, cette confrontation s'est traduite par des sanctions économiques sévères imposées par les États-Unis, et des accusations récurrentes de tentatives de déstabilisation, de soutien à l'opposition interne ou de projets de « changement de régime ». Le gouvernement vénézuélien dénonce régulièrement ce qu'il considère comme une guerre multiforme — économique, politique, médiatique et, selon ses déclarations, militaire — visant à affaiblir l'État et à prendre le contrôle de ses vastes ressources pétrolières et minières.

Dans ce contexte de crise, les événements ont pris une tournure spectaculaire : samedi, l'armée américaine a bombardé le pays puis le président Nicolás Maduro et son épouse ont été capturés lors de l'opération militaire américaine, puis exfiltrés vers les États-Unis, où Maduro est désormais incarcéré à New York.

Acte d'agression impérialiste

Le gouvernement vénézuélien et ses représentants dénoncent l'opération comme un enlèvement illégal, une violation flagrante de la souveraineté nationale et un acte d'agression impérialiste, appelant à la libération immédiate de Maduro et de sa femme et tenant les États-Unis responsables de leur sécurité.

Sur le plan institutionnel, face à l'absence forcée de Maduro, la vice-présidente Delcy Rodríguez a été désignée président par intérim par la Cour suprême vénézuélienne afin d'assurer une continuité de l'État. Cette opération a déclenché une vague de réactions mondiales contrastées mais marquées par une forte condamnation de l'attaque américaine :

La Chine a exprimé sa « profonde consternation » et condamné fermement l'usage de la force des États-Unis contre un État souverain, estimant que cela viole gravement le droit international et menace la paix en Amérique latine et dans les Caraïbes, appelant Washington à respecter la Charte de l'ONU et à libérer Maduro et son épouse.

La Russie a dénoncé l'opération comme un acte d'« agression armée » contre le Venezuela et a exigé que

les États-Unis reconsidèrent leur position et libèrent le président légitimement élu, tout en soulignant que toute solution devait passer par le dialogue et non la force.

L'Iran a également condamné l'attaque militaire américaine comme une violation flagrante de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Venezuela, appelant le Conseil de sécurité de l'ONU à agir contre ce qu'il a qualifié d'agression illégale.

Au sein de l'Union européenne, plusieurs gouvernements ont réagi avec critique et prudence. La France a estimé que l'opération viole le principe de non-recours à la force qui sous-tend le droit international, tout en réaffirmant que toute solution durable doit être politique et non imposée de l'extérieur.

Solidarités avec le Venezuela

L'Allemagne a appelé à une résolution politique de la crise en soulignant l'importance du respect du droit international.

D'autres pays européens, comme l'Espagne, ont appelé à la désescalade et au respect des principes de la Charte des Nations unies.

Ces réactions s'ajoutent à celles d'autres pays latino-américains et africains, certains condamnant également l'opération comme une atteinte à la souveraineté nationale, tandis que d'autres appellent à la retenue et à la recherche de solutions pacifiques. Ainsi, le message vénézuélien dénonçant une agression impérialiste est largement repris et renforcé par plusieurs capitales influentes.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Néna kè m in zour i sava tro lwin non ?

Mézami néna défoi wi aprann in nouvèl é sa lé konmsi wi plonj dann in movèz pèryode limanité. Dan la nuite samdi, toudinkou mi rogarde mon téléphone é mi aprann in nouvèl mi atandé pa : l'armé amèrikène la rante dann la kapital lo Vénézuéla épi la anlèw lo prézidan Maduro épi son madam avèk anliss kalité bombardman mi anparl pa zot..

A ! biensir mwin l'avé lir dann laktyalité Zétazini l'avé anvoye toute in flote bato d'guèr dann la mèr zantiye é mèm in pé pli ba o zalantour L'amèrik di sid. Zot i pé rogarde dsi in karte oussa larmé amèrikène i sorte é oussa li la parti pou agrèss lo Vénézuéla... Lo bi lété soidizan d'arète in kou avèk lo trafik la drog é sé pou sa dopi kék somenn kan bann zamèrikin i oi in pti bato zot i koul pars zot i panss l'aprè trafik la drog mé dann ka lo Vénézuéla sé kékshoz i tien pa d'boute, in bob anliss é in promèss mové nouvèl pou bann vénèzuélien.

Lo bi lété sinplomman konm ni oi zordi d'okipe lo péi épi d 'ranplass lo gouvèrnman sossyaliss par in gouvèrnman d'droite mé atanssion avèk Trump nou lé zamé loin par rapor lé zafèr é rouvèr nouvo shantyé pou bann milyardèr sa i doizète kékshoz i trote dann son tète é sa sé in n'afèr i grossi zour an zour ziska ariv in rézilta monstré.. Zot i rapèl son lidé instal in rivyéra dann la bande Gaza ? Dsi in simtyèr bann milyé é milyé d'palèstinien. La pankor fé mé li la pankor rononssé.

Sirèsèrtin dann inn-dé zour nou va aprann li néna in mové lintanssion pou lo Vénézuéla é lé pa sir bann droite lo péi nora pwin pou morde zot doi kan zot va oir bann zintanssion kolonyaliss épi inpèryaliss. Lo droi dé pèp i vo pa pliss in bonbon lorio pou zétazini é son bann milyardèr.

Si zot i lir témoignages zot i koné déza koman Cuba lé mal trété, koman Canada lé ménassé, é koman zétazini i vé konfisk lo groenland tèritoir Danemark. Arzout èk sa lo prézidan i vé ankor kraz èk son pyé lo droi bann zamèrikin zot mèm... Biensir sé kékshoz i fé mal lo droi bann pèp mé ziskakan sa v'alé konmsa.

Pars si zétazini final de konte lété arienk in tig an papyé konm Mao téi di souvan défoi ? a bon antandèr salu !

Justin